



Numéro 98



10 avril 2019

Depuis cinq semaines, un mouvement social touche les douanes en France. Au Port autonome de Marseille, les douaniers ont fait la "grève du zèle" mercredi 10 avril pour montrer leur mécontentement face à leurs conditions de travail.

Pendant deux heures mercredi matin, une quarantaine d'agents des douanes ont fait la "grève du zèle" sur le port autonome de Marseille. Après sept semaines de mobilisation, leurs revendications restent inchangées : plus de moyens et surtout des revalorisations salariales.

Pour protester, les douaniers marseillais ont choisi de faire preuve d'excès de zèle, par une fouille approfondie des véhicules. Ils ont inspecté chaque recoin des camions ou voitures, au point de contrôle de la porte 2. Le trafic a été fortement ralenti.

"Nous avons simplement appliqué nos nouvelles directives en poussant le contrôle à l'extrême. Nous voulions montrer notre mécontentement mais surtout prouver que nous sommes en sous-effectif et que nos conditions de travail se dégradent", explique Brice Pouyfaucou, secrétaire régional CFDT Douane.

Bercy a proposé de débloquer 14 millions d'euros pour trouver une sortie de crise, une proposition rejetée par les douaniers et leurs représentants, qui réclament une enveloppe de 25 millions d'euros et des embauches.

"Le Brexit a tout déclenché. Qui dit frontières supplémentaires, dit travail supplémentaire alors que nos effectifs ne doivent pas évoluer. Des collègues régionaux risquent d'être envoyés à Calais où les conditions de travail ne sont pas décentes", selon Brice Pouyfaucou.

Marseille

Une autre action doit être menée jeudi à Aix-en-Provence par l'intersyndicale des douaniers.

"Tant que notre directeur régional et le ministre ne rouvrent pas les négociations, nous nous mobilisons. Après nous sommes prêts à écouter leurs propositions", indique Brice Pouyfaucou.

3 provence alpes



Marseille... La suite

Ce matin des actions ont eu lieu au port de Marseille (Porte 4) et à Port St Louis. la BSI de Fos a effectué des contrôles méticuleux, avec le soutien des OP/CO, et une distribution de tracts a eu lieu à l'aéroport Marseille Provence l'après-midi...



avec une petite visite de la hiérarchie...



Chilly-Mazarin

Les contrôles des colis continuent et nombreux sont ceux qui ont encore été retournés ce jour...

Brexit - Les douaniers européens jugent la France mal préparée

- * Les syndicats craignent une charge additionnelle avec le Brexit
- * Leur mobilisation a entraîné de longues files d'attente
- * Ils réclament une prime de 70 à 80 euros par agent

PARIS, 9 avril (Reuters) - Le syndicat européen des douaniers a mis en garde mardi l'administration française contre son impréparation en cas de Brexit et recommandé, à l'instar des syndicats français, des recrutements supplémentaires.

"L'UFE s'inquiète du fait que l'administration française ne prend pas au sérieux les risques liés au Brexit", a expliqué Dermot Brown, vice-président de l'Union des Personnels des Finances en Europe (UFE), lors d'une conférence de presse à Paris.

"La France est à trois jours du Brexit et elle n'a toujours pas décidé du nombre de douaniers qu'il fallait mettre en place, c'est

fou", a-t-il ajouté.

"Ils savent depuis 2016 que cette situation pouvait se produire et qu'il fallait se préparer au pire des scénarios".

L'UFE recommande le recrutement net de 700 douaniers supplémentaires en France, un niveau de salaire "plus juste", de bonnes conditions de travail et une formation et "un soutien approprié" pour les agents².

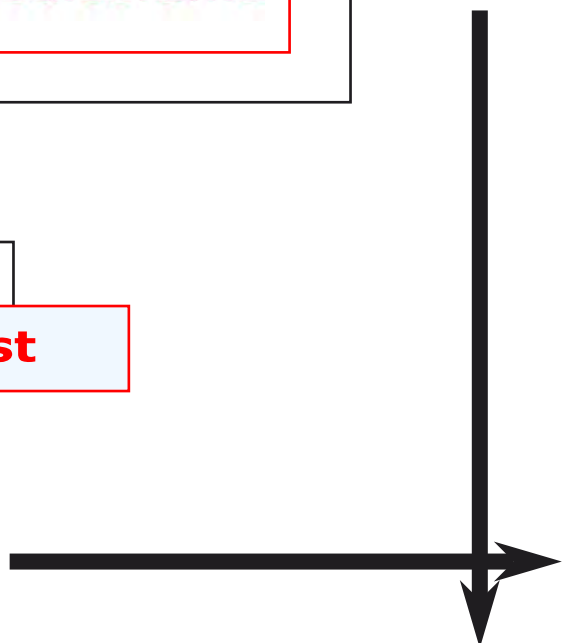
Les douaniers français mènent depuis une trentaine de jours des actions pour dénoncer les conditions de travail dans lesquelles un Brexit dur risque de les plonger.

Le mouvement, qui consiste à effectuer des contrôles accrus aux frontières, a provoqué de longues files d'attente de poids lourds, ainsi que des perturbations au niveau de la Gare du Nord sur les trains reliant Paris et Londres.



Encore des contrôles consciencieux aujourd'hui à l'aéroport Brest Bretagne...

Brest



MOUVEMENT

Les douaniers perturbent l'Eurostar

La grogne a basculé hier sur la gare TGV de Fréthun et les bouchons pourraient réapparaître sur l'A16.

Si l'A16 est bien plus calme ces derniers temps, le mouvement des douaniers (qui réclament l'augmentation de l'allocation complémentaire qui leur est versée et une augmentation des effectifs) n'est pas pour autant en sommeil. La présence immédiate désormais de policiers et de gendarmes au port de Calais ou encore de Dunkerque pour permettre la fluidité du trafic a « contraint » les douaniers à modifier leur action.

35 PASSAGERS RETARDÉS

Hier, c'est à la gare TGV de Calais-Fréthun « que les contrôles ont été plus poussés, détaille Philippe Bollengier, secrétaire régional CGT. Ce sont des contrôles pédagogiques où l'on explique à chaque passager les contrôles qu'il aura après le Brexit, notamment au niveau des quotas de marchandise etc ». Conséquence immédiate, 35 passagers d'un Eurostar parti à 10h en direction de Londres ont dû patienter pour prendre un train suivant. « Eurostar a dû arrêter le train suivant à Fréthun pour embarquer ces passagers alors que logiquement il devait réaliser Paris-Londres sans arrêt », poursuit le syndicaliste. Les discussions étant



Le trajet d'un Eurostar a dû être modifié hier.

au point mort depuis plus d'une semaine entre les douaniers, leur direction et le ministre Gérard Darmanin, de nouvelles actions devraient intervenir cette semaine d'après Philippe Bollengier. « Jeudi dernier on nous a évoqué une réunion vendredi, lundi ou mardi, mais rien n'est venu. Tout est tombé à l'eau. Nous effectuons des contrôles plus poussés de manière ponctuelle, mais c'est rapide-

ment réprimé et certains transporteurs s'ajustent désormais en envoyant leurs chauffeurs en Belgique. Pour autant, il faut s'attendre, dans ces prochains jours, à revoir une situation similaire à celle que l'on a connue au début du mouvement. » Autrement dit, des kilomètres de camions sur les autoroutes de la région. ■

FLORENT CAFFERY
florent.caffery@nordlittoral.fr

Les contrôles méticuleux sont toujours en vigueur au Perthus...

Le Perthus



Le mouvement social des douaniers a débuté le 3 mars dernier, sur les sites de Dunkerque et Calais (Hauts-de-France). Ici, les agents de la douane à Coquelles lors d'un contrôle.
Pascal Rossignol/Reuters

Mobilisation. Les douaniers font pression, Bercy refuse la négociation

En lutte depuis début mars, les agents des douanes réclament une revalorisation salariale, de meilleures conditions de travail et la prise en compte des effets du Brexit sur l'exécution de leurs missions.

Ils se sentent « méprisés ». Mobilisés depuis plus d'un mois à l'appel d'une large intersyndicale (CGT, CFDT, CFTC, Solidaires, Unsa, FO), les douaniers assurent qu'ils poursuivront le mouvement jusqu'à ce que Gérald Darmanin consente enfin à les entendre. Mais, pour l'heure, leur ministre de tutelle « n'a pas donné de nouvelles depuis la dernière réunion le 12 mars dernier », explique Yann Kerhervé, secrétaire inter-régional Île-de-France du Syndicat national des agents des douanes (Snad) CGT. Une réunion qui s'est soldée par un échec, le ministre des Comptes publics s'obstinant à ne mettre sur la table qu'une augmentation générale de 50 euros et une revalorisation minimale des heures de nuit, quand les douaniers continuent d'exiger une revalorisation salariale générale de 100 euros net mensuels. En somme, résume Yann Kerhervé, « on n'est pas dans une négociation, on a face à nous un exécutif qui refuse de bouger d'un iota ».

La fluidité du trafic prime sur l'efficacité des contrôles

Alors, pour faire entendre leur ras-le-bol, les douaniers ont décidé de passer à l'action. Et pour mettre ministère et direction générale face à leurs responsabilités, ils ont pris le parti d'appliquer à la lettre les réglementations qui définissent leur mission. En somme, d'agir par le zèle pour prouver les difficultés quotidiennes, le manque d'effectifs et le manque de moyens. « Si l'on respecte strictement les consignes, de fouille, ou de passage aux rayons X des bagages, les opérations sont forcément plus longues et les files d'attente, aux aéroports ou à la gare du Nord, ingérables », note Yann Kerhervé. Une situation paradoxale où la fluidité du trafic prime finalement sur l'efficacité des contrôles. Cette pression permanente sur le « flux » de marchandises et de passagers participe à la dégradation de la qualité de vie au travail des douaniers. « Nos conditions de travail sont une réelle préoccupation et Gérald Darmanin a concédé lui-même que cer-

tains de nos locaux étaient "indignes" », renchérit le syndicaliste. À cela s'ajoutent « des gilets pare-balles qui ne sont pas stockés dans de bonnes conditions, ce qui dégrade les matériaux, des douaniers stagiaires qui ont à leur disposition pour une année seulement deux pantalons et trois chemises... ». Bref, « cela fait des années qu'on alerte et rien ne bouge », regrette Yann Kerhervé.

Dans ce contexte, l'éventualité du Brexit a été « la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ». Et l'augmentation de la charge de travail inhérente au rétablissement d'une frontière avec la Grande-Bretagne a été, selon les syndicats, sous-estimée par le gouvernement. « On a le sentiment que notre administration a tablé sur le fait que le Brexit n'allait jamais avoir lieu, sans anticiper l'augmentation de la charge de travail que cela représente », poursuit le cégétiste, qui détaille : « À la gare du Nord par exemple, qui accueille les Eurostar à destination de Londres, les bornes informatiques permettant de faire les opérations de détaxes ont été installées il y a dix jours à peine et les douaniers n'ont été formés ni sur leur utilisation ni sur le type de produits qu'il faudra à présent taxer. » Autre exemple, « le bureau de Calais, spécialement dédié au trafic transmanche dans le cadre d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, vient tout juste de sortir de terre, le matériel n'est pas encore mis en service », explique Yann Kerhervé. Le ministère, lui, rétorque qu'un plan d'embauches de 750 agents sur trois ans a été mis en œuvre précisément pour pallier la surcharge de travail engendrée par le Brexit. Mais « la plupart de ces embauches servent en réalité à boucher les trous qu'il y a dans les services, singulièrement en région parisienne et sur la plateforme de Roissy », rétorque la CGT.

Lundi, le syndicat a prolongé son préavis de grève, qui court dorénavant jusqu'au « 30 avril inclus », et exige la tenue d'une réunion à Bercy. « La balle est dans le camp de nos dirigeants », affirme l'intersyndicale. Face à « un ministère et un directeur général (qui) se complaisent dans la diffusion de messages officiels et contradictoires », les syndicats réclament « des propositions écrites et chiffrées » ainsi que l'ouverture d'une réelle négociation. Pour maintenir la pression, un rassemblement est prévu jeudi matin, à Montreuil, devant le siège de la direction générale des douanes.

l'Humanité
LE JOURNAL FONDE PAR JEAN JAURES

La lutte continue...